



La Gratuité de l'éducation de base : défis et opportunités.

Les opportunités créées par la Gratuité

- ▶ L'introduction de la Gratuité a permis le début d'un travail de clarification du réseau éducatif, puisqu'elle a obligé à vérifier le nombre et le statut des écoles, des enseignants, mais aussi à réfléchir à des mécanismes de contrôle du respect des mesures, alors que la collecte de frais scolaires se faisait de manière opaque, et souvent illégale.
- ▶ La fin des frais scolaires signifie indéniablement une diminution forte de la pression financière sur les ménages. Cependant, il est clair que des pratiques illégales de collecte des frais scolaires continuent d'exister, avec la bénédiction des parents qui souvent préfèrent participer au financement pour garantir une meilleure qualité d'éducation à leurs enfants .
- ▶ Grâce à la réduction du fardeau financier, la Gratuité a amené un grand nombre d'enfants non-scolarisés à l'école, même si leur nombre exact n'est pas connu, et a rendu possible une scolarisation plus longue pour ceux qui auraient pu privilégier une activité rémunérée, par exemple.

Cependant, ces mesures prises en 2019, prises à la hâte sans planification sur le long terme ni processus de gouvernance, ont engendré un nombre de complications, qu'il faut résoudre pour s'assurer du succès de la Gratuité sur le long terme.

Les frais scolaires avant l'introduction de la Gratuité

La contribution des parents au travers les frais scolaires a été introduite dans les années 1980, pour faire face aux grèves répétées des enseignants dont les salaires n'étaient pas payés ou trop bas. Au fil du temps, les sommes versées ont été utilisées pour le fonctionnement des écoles, puis également pour les bureaux gestionnaires.. La contribution des parents s'est peu à peu étendue à tous les frais, sans règles claires ni transparence dans leur utilisation. Les ménages couvraient 73% des dépenses éducatives totales, et la contribution pour le complément de salaires représentait en moyenne 90% des frais payés par les parents dans les classes touchées par la Gratuité .

En 2019, la Gratuité pour l'Éducation de base (Niveau 1 à 6) a été décrétée, avec l'annonce simultanée d'une augmentation des salaires des enseignants et des allocations des écoles pour pallier au manque à gagner des frais scolaires, désormais totalement interdits.

Quels sont les besoins pour que la Gratuité soit un succès sur le long-terme?

1. Augmenter le financement et le taux d'exécution du budget fonctionnement et investissement

La part de l'éducation dans le budget total de la RDC a augmenté ces dernières années, pour atteindre 21.6% en 2021 (part de l'EPST, 18%), mais les dépenses éducatives ne représentent que 2.6% du PIB en 2021, moins que les 3.5% recommandés par le GPE. Malgré un bon taux d'exécution global, hors rémunération, le budget de fonctionnement et d'investissement n'est que trop peu exécuté (47% seulement). Cela ne permet pas de couvrir les dépenses nécessaires à la mise en œuvre de la Gratuité, de manière à couvrir l'augmentation du nombre d'élèves, qui entraîne un besoin en infrastructures (écoles et classes supplémentaires) et équipement, et la prise en charge de l'ensemble des enseignants à un salaire décent.

2. Une réforme en profondeur du système pour assurer la durabilité du financement de la gratuite et l'efficacité du système

- ▶ **La réduction des effectifs des Bureaux Gestionnaires (BGs).** La revue des organigrammes et une meilleure répartition des responsabilités au sein des BGs permettrait de réduire les effectifs et d'améliorer l'efficacité au travail, de même qu'un processus de recrutement clair et transparent et des termes de référence clairement établis. Le ratio agent administratif/ nombre d'enseignants est passé de 1/55 en 1990 à 1/8 en 2020 (et même

1/3 à Kinshasa). Le retour à un ratio raisonnable de 1 agent BG pour 42 enseignants impliquerait la suppression de 58 000 postes en excès, soit une économie sur les salaires de plus de 100 Millions USD par an.

- ▶ **La réduction du nombre de BGs.** La suppression de structures peu utiles telles que les Directions du SERNIE provinciales ou les DIPROSEC, permettrait de dégager d'importantes économies (5.5 Millions USD pour les SERNIE). L'impact est capital dans l'hypothèse d'un retour au nombre de BG à la situation de 2017, avant la création de 28 nouvelles provinces éducationnelles (18 en 2017, 10 en 2020) permettrait d'économiser annuellement près de 47 Millions USD, soit 4% du budget annuel de l'EPST et 42% du budget de fonctionnement annuel de l'EPST.
- ▶ **La réforme du SECOPE.** Elle permettra un nettoyage de la base de données et un arrêt des paiements vers des écoles ou enseignants fictifs. Des mécanismes de contrôle doivent être mis en place pour éviter la création de nouvelles entrées hors du cadre organique. Ramener les effectifs des DIPROSEC et antennes SECOPE aux effectifs recommandés permettrait d'économiser 21 millions USD/an.
- ▶ **Une réorganisation du niveau central.** Actuellement, les directions du niveau central sont trop nombreuses, leurs responsabilités se chevauchent (DEP et DIGE, DIFORE-BG et SERNAFOR, etc) et beaucoup manquent de moyens pour faire leur travail correctement.

- Le gap de financement est évalué à environ 20% du budget de l'EPST (soit 245 Millions USD) à l'heure actuelle. Ce gap pourrait être comblé par les pistes d'économies énoncées ci-dessus si un modèle de gestion efficace est mis en place, accompagné d'un suivi régulier.

3. Une gestion efficace de la Gratuité sur le long terme

La Gratuité n'a pour l'instant pas été définie dans des textes de loi durables ou dans une politique. Pour assurer sa bonne gestion et sa durabilité, elle doit avoir son propre cadre légal et normatif. Les mesures prises nécessiteront de nombreux ajustements dans les années à venir, qui doivent être informés par un suivi régulier quantitatif mais aussi qualitatif. Pour cela, en amont il convient de :

- ▶ **Développer une carte scolaire :** Elle doit permettre une rationalisation des écoles et BGs au niveau géographique, en les répartissant selon les projections de population.
- ▶ **Développer un document de politique nationale de la gratuité,** accompagné d'un plan de financement à long terme et d'un plan opérationnel de mise en œuvre de la Gratuité dans l'ensemble des provinces.
- ▶ **Mettre en place des mécanismes de suivi-évaluation réguliers,** avec des processus de contrôle permettant l'analyse régulière des données et la prise en compte de celles-ci pour la prise de décision. Les mécanismes de suivi doivent inclure des indicateurs sur la qualité de l'éducation.

4. Une gratuité au service de la qualité et l'efficacité du système

Certains ménages ont déjà recommencé à payer des frais scolaires pour garantir que leurs enfants aient accès à une bonne éducation (et pour éviter les grèves de leurs enseignants). La Gratuité doit donc sur le long terme s'accompagner de mesures d'amélioration de qualité, visant à baisser le ratio élèves/enseignants, à fournir assez d'équipements à tous les élèves, et à assurer une formation adéquate à tous les enseignants, entre autres. D'où la nécessité de s'assurer d'une rationalisation des dépenses et d'une meilleure exécution des ressources disponibles.



²Calculs de Cambridge Education – ACCELERE !2 sur base de données de la DAF et du SECOPE.